

LE MONDE ILLUSTRÉ

MONTREAL, 19 JANVIER 1901

Publié par la Compagnie d'Imprimerie LE MONDE ILLUSTRÉ
12, Place Jacques-Cartier.

ABONNEMENTS :

UN AN, \$3.00 6 MOIS, \$1.50
4 MOIS, \$1.00 Payable d'avance

L'abonnement est considéré comme renouvelé, à moins d'avis contraire au moins 15 jours avant l'expiration, et ne cessera que sur un avis par écrit adressé au bureau même du journal. Il n'est pas donné suite à un ordre de discontinuer tant que les arrérages et l'année en cours ne sont pas payés.

ANNONCES :

1er insertion 10 cents la ligne
Insertions subséquentes 8 cents la ligne
Tarif spécial pour les annonces à terme.

NOTES DE LA DIRECTION

La liste des numéros gagnants, du mois de décembre, paraîtra la semaine prochaine.

SALUT AU XX^e SIECLE

A MES CONCITOYENS

Semblable au laboureur qui, vers le soir d'un beau jour, debout au milieu de son champ, mesure la valeur de la tâche accomplie et suppute en sa mémoire les gerbes de la moisson prochaine, le peuple canadien-français, en ce commencement d'année 1901, doit faire halte sur les routes de l'avenir et saluer l'aube du vingtième siècle qui vient d'apparaître aux horizons de l'histoire.

Nous devons, à ce détour de notre existence comme peuple, dresser le bilan de notre œuvre, calculer notre avoir sur le patrimoine national.

Quelle a donc été la part de travail de cette race dont nous portons le chiffre sur nos enseignes glorieuses ? Quels furent nos défauts et nos qualités ? Avons-nous satisfait aux talents dont la Providence nous avait pourvus ?

Quelle a donc été la tâche accomplie, parmi nous, Canadiens-français, pendant le siècle qui vient de tomber aux mains de l'Éternel ?

Voilà ce que je vais dire sommairement, mais, du moins, en toute vérité.

* *

Le siècle qui vient de finir avait deux ans, suivant la belle expression de Victor Hugo.

1760 sonnait encore le glas de nos espérances.

Plus de quarante ans avaient passé sur le monde depuis que Montcalm succomba sur les plaines d'Abraham ; depuis la date néfaste où le cimier de Henri IV et l'étendard de saint Louis repassèrent l'océan étonné d'un si grand naufrage. De la gouverne de France, nous étions passés à celle de l'Angleterre.

Depuis huit ans, au pays de nos ancêtres, Mirabeau, Barnave, le cardinal Maury, ne faisaient plus entendre leurs voix harmonieuses à la tribune aux harangues. Le flot de la justice divine avait emporté Danton, Robespierre et Marat.

Coryphées de la raison pure, tous ceux-là s'en étaient allés qui avaient pillé les églises, dépouillé les nobles, traîné aux gémonies les vases du sanctuaire, semé Paris de sombres catacombes, où les prêtres se réfugiaient pour célébrer en paix les saints mystères.

Le règne de la terreur avait vécu.

Les membres du Directoire tentaient bien une sorte d'administration des affaires publiques, mais on sentait quelque chose de défectueux dans la machine gouvernementale, lorsqu'éclata, comme un coup de foudre, l'avènement du premier Consul Bonaparte, plus grand qu'Annibal, plus grand que César, plus grand que Charlemagne.

Cet homme, Napoléon Ier, fixant l'avenir de son regard d'aigle, et y lisant, à la lumière des siècles passés, que nul sur la terre ne peut fonder un gouvernement durable sans le libre essor de la foi et de la vertu, se rendit en grande pompe sous les voûtes de l'église de Notre-Dame, à Paris, le 17 avril 1802, le jour de Pâques, anniversaire du Sauveur, suivi d'un clergé nombreux, ayant à ses côtés le nonce du Pape, le cardinal Caprara ; pendant que le maestro Méhul, à la tête de deux cents artistes, préludait par des musiques sublimes au chant du *Te Deum laudamus* !

Et pour cadre à cette imposante démonstration, digne des premiers âges chrétiens : cent cinquante mille hommes de toutes armes, sabre au clair, portant les aigles étincelant au soleil, sous le commandement des maréchaux Lannes, Duroc et Masséna, faisaient haie au passage, s'étendant à perte de vue à l'horizon pavoisé.

La foule, flottante et remuante comme une mer, ne se comptait plus ; et la joie était peinte sur toutes les figures.

Cent coups de canons, tirés des Tuileries, annoncèrent à la France, depuis Paris jusqu'au bourg le plus reculé, le rétablissement du culte catholique.

Et à la même époque, comme si la terre eût conspiré avec le ciel, Chateaubriand publiait le *Génie du Christianisme*, le plaidoyer le plus éloquent en faveur de notre religion qui ait jamais honoré les lettres.

Voilà comment s'inaugura, en France, le dix-neuvième siècle.

Et nous, Canadiens-français, de ce côté de l'Atlantique, que faisons-nous ?

* *

Aux rives de la Nouvelle-France, un vent de despotisme soufflait sur nos droits politiques et constitutionnels.

Le Canada, entre les serres de l'oligarchie, se redressait toujours renaissant.

Les plus optimistes, cependant, avouaient tout bas, au fond de leurs cœurs, le jour prochain de la captivité.

En effet, une coterie à peine voilée et pleine d'artifices, greffée sur une mauvaise foi qui éclatait aux regards les moins expérimentés, mettait en coupe réglée les institutions chéries de nos consciences outragées.

Chacun croyait sentir dans l'ombre une main mystérieuse, s'ingéniant à rompre le point d'attache qui nous unissait à la France.

On méditait assurément, quelque part, notre perte et l'anéantissement de nos plus chères espérances, de tout ce qui nous était promis par la foi des traités.

Nos libertés civiles, sociales et religieuses couraient le plus grand danger.

Il semblait écrit au livre des bureaucrates que tout ce qui touchait, de près ou de loin, au mot liberté, devait disparaître de nos délibérations publiques.

Le fanatisme avait aveuglé à un tel point ces pourchasseurs de peuple, qu'ils ne se souvenaient plus que la liberté ne se détruit ni par l'oppression, ni par la haine vengeresse, ni par le garrot.

En effet, "la liberté d'un peuple, a dit un auteur distingué, qu'est-ce autre chose que la première propriété sociale, la propriété de soi, autrement plus sacrée que le coin de terre labouré par nos mains. Vouloir la supprimer, c'est commettre le plus odieux des larcins. Dès que l'on attende à cette loi des lois, la liberté prend son essor, s'élève, plane au-dessus des peuples, plus haut que le firmament au-dessus de la terre qu'il réchauffe et féconde."

L'existence était donc devenue bien lourde à nos cœurs éperdus, lorsque se leva, sous le ciel de la patrie, une figure incomparable dans la personne de Mgr Joseph-Octave Plessis, évêque de Québec.

Tel à la genèse du XIX^e siècle Bonaparte sauva la France par l'Eglise affermie, cet apôtre de la vérité sur nos rives fut le soldat d'avant-garde, le défenseur intrépide et sans reproche des droits imprescriptibles de nos libertés primordiales.

De la tribune du Conseil législatif, comme du haut d'un belvédère d'où il découvrait les feux de l'ennemi, Mgr Plessis démasqua les traîtres et les livra à l'opprobre public.

Voyant ces choses et en souffrant dans toute son âme, il traversa même en Europe, et se rendit auprès de Guillaume IV, roi d'Angleterre. Et là, debout, en homme libre, non à genoux, il exposa l'excellence de notre cause ; mais le succès ne vint pas satisfaire son ardent patriotisme.

De retour au pays, il fit alliance avec les Panet, les Bédard, les Viger, les Vallières de Saint-Réal, et poursuivit, de concert avec eux, la grande guerre de nos revendications nationales.

Ne l'oublions pas, Joseph-Octave Plessis fut, en quelque sorte, la boussole qui signale l'écueil, contourne le danger. Il fut véritablement l'organisateur de la victoire sociale et politique dont nous recueillons aujourd'hui les fruits savoureux.

Vers cette même époque, Etienne Parent, publiciste de grande valeur, fonda *Le Canadien*, journal très bien écrit, entièrement dévoué à notre cause.

Un article plein de nerf et de vigueur irrita les autorités, qui le firent jeter en prison.

Victime de son audace chevaleresque, il se soumit avec grandeur à son infortune, heureux de s'offrir en holocauste pour les siens.

Mais plus tard, lord Sydenham, reconnaissant la justesse de la cause soutenue par ce vaillant lutteur, ordonna de le remettre en liberté.

Parent baise ses fers et refuse de quitter son cachot. On délègue vers lui des gardes-chiourme : il résiste, proteste et contraint ses geôliers à l'expulser de force, *manu militari*.

Pendant que se passaient toutes ces choses, éclata soudain une guerre avec les Etats-Unis.

Sir Georges Prévoist, alors gouverneur du Canada, fit un appel éloquent à nos compatriotes, afin de repousser promptement les envahisseurs.

Comme en 1775, les Canadiens-français prirent les armes, sous le commandement du colonel de Salaberry ; et dans les plaines de Châteauguay, quelques jours après, sept mille Yankees fuyaient, épouvantés, devant trois cents volontaires canadiens-français !

Pour la deuxième fois, l'orgueilleuse Albion nous devait l'intégrité de ses frontières.

Et c'est ainsi que nos ancêtres répondaient par un acte de loyauté admirable aux noires trahisons de l'autocratie.

Malgré toutes ces choses, qui font la gloire de nos archives nationales, les jours devinrent plus sombres et plus désespérés.

Alors paraît sur la scène Louis-Joseph Papineau, qui souffle à travers les foules une brise d'indépendance qui relève les tièdes et raffermis les forts.

L'insurrection bat son plein.

Chénier meurt à Saint-Eustache, les jambes emportées par un boulet. Delorimier, Cardinal, Duquet, et plusieurs autres, meurent sur l'échafaud, ou en exil.

Et de ce sang répandu, comme du calice de la fleur en pleine floraison monte le parfum odorant, la liberté nous arrive, belle, souriante et protectrice.

Lafontaine et Baldwin, plus opportunistes et plus conciliateurs que Papineau, préconisent l'union du Haut et du Bas-Canada, et cette charte est promulguée en 1841.

Dès 1865, sir G.-E. Cartier élabore dans sa forte pensée les éléments de la Confédération, qui, à son tour, devient loi le premier juillet 1867.

Et aujourd'hui, en ce commencement du vingtième siècle, tirons une ligne, comparons ; et dites si nous n'avons pas à nous enorgueillir du chemin parcouru, du progrès réalisé.

En 1760, lors de la cession du Canada par la France, nous comptions une population de 60,000 âmes, et elle atteint maintenant trois millions, avec nos frères émigrés aux Etats-Unis.